

## Lettre d'information quotidienne

N°2 – Dimanche 19 Mars 2006

Cette lettre d'information résume chaque jour les grands axes des débats lors des sessions et des *side events* organisés la veille par le Partenariat Français pour Mexico (PFM). Dans la mesure du possible, les présentations utilisées lors des sessions sont disponibles via les liens « Plus d'infos ».

### Gestion intégrée des ressources en eau – FT 2.14, 2.36 et 2.29

Les défis liés à la gouvernance de l'eau, notamment la mise en œuvre des plans d'efficience de l'eau, requièrent une approche globale et concertée de la gestion des ressources, organisée à l'échelle naturelle et pertinente des bassins versants

#### La phrase du jour :

« L'eau [...] mérite un rassemblement des capacités et des intelligences. Elle vaut que les mains se tendent, elle vaut que les cœurs se rapprochent, elle vaut que les esprits s'accordent. »

*Loïc Fauchon, président du Conseil Mondial de l'Eau.*

qu'ils soient locaux, nationaux, ou transfrontaliers. Cette gestion doit associer, aux côtés des administrations, les représentants des populations et pouvoirs locaux, des usagers de l'eau ou des organisations porteuses d'intérêts collectifs, notamment au sein de Conseils ou Comités de bassin.

Ces comités doivent élaborer dans la concertation et la transparence, et en cohérence avec les plans nationaux de gestion intégrée des ressources en eau, des schémas directeurs ou plans de gestion de bassin, fixant les objectifs à moyen terme et les programmes d'intervention et de mesures.

La réalisation de ces programmes suppose la mise en place de systèmes spécifiques de financement, gérés de façon décentralisée, basés sur la contribution et la solidarité des usagers (consommateurs et pollueurs, amont et aval).

Les sessions organisées par le Réseau International des Organismes de Bassin (RIOB), portant respectivement sur la mise en œuvre de la Directive Cadre Européenne sur l'Eau, sur la participation du public et la solidarité dans la gestion par bassin, et sur les progrès faits dans la gestion des eaux transfrontalières de par le monde, ont permis aux participants, via des expériences partagées, de réaffirmer leur engagement collectif pour promouvoir le bassin hydrographique comme territoire pertinent pour la gestion participative, solidaire et efficiente des ressources en eau, et de lancer un appel pour que

la création et le renforcement des organismes de bassin deviennent une priorité de l'aide publique au développement et des organisations multilatérales.

→ Plus d'infos FT [2.14](#), [2.36](#) et [2.29](#)

### Sides Events

#### [Solidarités](#) et [AESN](#) : 2 partenaires au cœur des actions d'urgence

Solidarités, ONG d'urgence, témoigne d'un partenariat réussi en 2005 avec l'Agence de l'Eau Seine Normandie. Grâce à un décaissement rapide, ce financement a permis de mettre en œuvre un programme intégré d'eau et d'assainissement en faveur de 35 000 personnes affectées par le Tsunami dans deux Districts d'Ampara, au Sri Lanka. Ce ne sont pas tant les activités réalisées qu'un nouveau type de coopération qu'il convient de souligner et de promouvoir à travers cette expérience. La nouvelle [loi « Oudin-Santini »](#) ouvre la voie à de nouveaux types de partenariats (notamment financier mais aussi techniques) et de nouveaux types d'échanges entre les ONG qui agissent dans le secteur de l'eau et l'assainissement et les agences de l'eau en France.



#### Des partenaires en appui aux communes en France et à l'étranger : le département, un acteur majeur de la gestion de l'eau



En France, les communes, compétentes pour la gestion de l'eau, s'appuient sur l'assistance technique et financière des départements. Modèle connu en France, il reste à faire valoir l'appui mais également l'apprentissage de la décentrali-

sation, qui peut être apporté aux communes, dans le cadre de la coopération décentralisée engagée par les Conseils Généraux (CG). Au travers de la présentation du projet de désen-

## Lettre d'information quotidienne

N°2 – Dimanche 19 Mars 2006

clavement des quartiers périphériques de Ouagadougou et d'accès aux services essentiels (Burkina Faso) mené par le [CG de la Vienne](#) (avec l'[AFD](#), la [Ville de Ouagadougou](#) et l'[Office National de l'Eau et de l'assainissement](#)) et de la gestion globale de l'eau sur le Bassin du Limari (Chili) mené par le [CG de l'Hérault](#) (et le gouvernement régional de Coquimbo), les questions de la décision publique et du retour d'expériences pour les citoyens ont été débattues.

**Défi relevé : [Eau Vive](#), La [Fondation France Libertés](#) et les [Amis de la terre](#) ont créé un pont entre les acteurs du Forum alternatif et ceux du Forum Officiel**



Le « side event » de 13h15 a permis aux acteurs engagés dans le renforcement des capacités des acteurs locaux qui assurent un service public de l'eau de présenter des cas concrets de service public de l'eau de grande qualité, équitable avec une tarification sociale.

Plus de 150 personnes, et un nombre important de journalistes, ont découvert le travail mené par ASSEMAE au Brésil, association de gestion municipale de l'eau, qui couvre des petites, moyennes et grandes villes, la position et la réforme que le Ministre de l'eau Bolivien souhaite entreprendre, la démocratisation de l'eau dans le Tamil Nadu (Inde), et le travail mené par des organisations du Nord (Fondation France Libertés, World Development Movement, Amis de la Terre et Eau Vive) pour soutenir et promouvoir ces initiatives locales.

Pari réussi pour Mme Danielle Mitterrand, Andréa Abreu del Almeida, Majda Bouchanine et Maggie White qui ont su créer

le dialogue et initier des échanges avec des représentants des agences de développement (Banque Mondiale, Agence Française de Développement, etc.), des pouvoirs publics (Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable), des collectivités locales (Mairie de Paris, Conseil régional du Val de Marne, Mairie de Sainte Anne, etc.), et des opérateurs (Eau de Paris, etc.). Les ONG françaises veilleront à ce que les positions et pistes de collaboration proposées soient mises en application, notamment celles en lien avec l'Appel des associations françaises à l'occasion du Forum Mondial de l'Eau.